

BURKINA FASO : UN PAYS D'OPPORTUNITES

ROLE ET MISSIONS DU CONSULAT

Marc Aicardi de Saint-Paul

Consul du Burkina Faso à Nice

A l'occasion de VILLENEUVE'AFRICA

1^{er} octobre 2017

Si vous êtes là aujourd'hui, c'est que soit vous êtes des habitués de l'Afrique et du Burkina Faso, soit que le pays que je représente vous intéresse au point de venir écouter le consul à l'heure de la sieste. Dans les deux cas, je ne pense qu'il me soit nécessaire de vous ennuyer avec un rappel des caractéristiques géographiques, historiques et démographiques du « pays des hommes intègres ».

Pour cela, je vous invite à consulter le Dieu internet. Vous n'aurez que l'embarras du choix : wikipedia, ou encore plusieurs monographies sur le Burkina, dont mon ouvrage certes un peu ancien, mais globalement d'actualité intitulé : « De la Haute Volta au Burkina Faso : tradition et modernité au pays des hommes intègres ». Vous pouvez aussi vous tenir au courant de l'actualité du pays en consultant le site du Consulat de Nice où figurent les Lettres du Consul, publiées trimestriellement.

Après vous avoir exposé, certes un peu longuement ce que je n'allais pas traiter ici, j'en viens finalement à l'objet de mon intervention :

Dans un premier temps, je me propose d'évoquer ce qui caractérise aujourd'hui la situation au Burkina Faso au plan politique, de sa politique étrangère et de son économie.

Je consacrerai une deuxième partie de mon exposé au Consulat, à son rôle et à ses missions.

I/ LE BURKINA FASO AUJOURD'HUI

Petit pays (la moitié de la superficie de la France), enclavé, moins doté en matières premières que d'autres voisins, le Burkina Faso dispose d'une richesse inestimable: sa population. En effet, le Burkinabè est travailleur, dur à la tâche, inventif et constitue la force de travail de nombreux pays de la région, au premier rang desquels la Côte d'Ivoire.

Depuis près de 30 ans, le Burkina Faso a progressé dans de nombreux domaines : stabilité politique au plan intérieur, politique étrangère efficace et ambitieuse, malgré des tentatives de déstabilisation terroristes économie et opportunités d'affaires en net progrès

A/ La STABILITE POLITIQUE ET L'ETABLISSEMENT D'UNE DEMOCRATIE ont caractérisé les années Compaoré qui a présidé aux destinées du pays pendant un quart de siècle. Pour avoir fréquenté ce pays, ses dirigeants et en particulier le premier d'entre eux, en tant que journaliste, chercheur spécialiste de relations internationales, je peux témoigner de cette marche vers la démocratie au Burkina. Certes le Capitaine Thomas Sankara avait dynamisé les populations, redonné leur fierté aux Voltaïques, et s'était même permis de donner des leçons au Président Mitterrand de passage à Ouagadougou. Le régime de son successeur a contribué à garder l'esprit et les avancées de son prédécesseur tout en établissant un état de Droit et en mettant le Burkina sur les rails de la démocratie : institutions renouvelées avec un Parlement qui joue son rôle, liberté totale de la presse, multiplication des radios, absence de prisonniers politiques etc... Mais quelle que soit la bonne volonté d'un leader au pouvoir pendant des décennies, son régime finit par trébucher. Dans le cas d'espèce, c'est la tentative de l'ancien Président de modifier la Constitution pour lui permettre de se représenter à la présidentielle qui va entraîner sa chute.

C'est que qui arriva il y a 2 ans et demi. Une période de flottement s'en est suivie, émaillée de tentatives de coup d'Etat. Heureusement la sagesse l'a emporté et depuis les élections de décembre 2015 qui ont porté au pouvoir le Président Kabore, cette période d'incertitude politique est maintenant terminée. Le nouvel occupant du Palais de Kosyam a remis le pays au travail, tout en préservant les acquis démocratiques de son prédécesseur dont il avait d'ailleurs été le Ministre d'Etat et le Président de l'Assemblée Nationale.

Aujourd'hui, à part quelques manifestations catégorielles et corporatistes, d'ailleurs acceptables en démocratie, la stabilité politique est de retour au Burkina.

B/ AU PLAN DE LA POLITIQUE ETRANGERE et de ses conséquences sur la stabilité intérieure

Il n'y a pas eu de bouleversements ces dernières années, le Burkina se situant dans le camp occidental, par son appartenance à la zone Euro, de par son appartenance à la zone Euro via le FCFA, tout en oeuvrant pour une plus grande intégration régionale au sein de la CDEAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest).

Le Burkina Faso entretient des relations privilégiées avec la France, l'Union Européenne, et les Etats-Unis. Elle joint la plupart du temps sa voix à celle des Occidentaux aux Nations Unies.

Toutefois, il ne s'agit pas de relations exclusives, tant s'en faut, surtout lorsqu'il s'agit de relations économiques comme nous le verrons plus tard.

La présidence Compaoré avait une particularité, celle d'avoir, par un certain nombre de négociations parallèles, tenté souvent avec succès de dénouer des crises régionales dont certaines auraient pu avoir des répercussions sur le Burkina ; qu'il s'agisse de la Guinée

Conakry, de la Côte d'Ivoire, ou du Mali. Dans une certaine mesure, Ouagadougou était devenue la plaque tournante où se rencontraient discrètement des factions qui s'opposaient, souvent les armes à la main. La capitale burkinabè était ainsi devenue une sorte de Genève africaine qu'il convenait d'épargner ; on constatera quelques années plus tard que cet accord tacite s'est avéré caduc.

Ce qui m'amène maintenant à dire quelques mots des attaques terroristes qui ont endeuillé non seulement la capitale à deux reprises : en janvier 2016 ; puis plus récemment à la mi août de cette année ; bien que ce soit moins spectaculaire que les attentats que je viens de citer, il ne faut pas oublier les nombreuses attaques en brousse à la frontière avec le Mali, qui visaient les forces de l'ordre.

La première attaque, la plus sanglante qui s'est déroulée à Ouaga a été vécue comme un coup de tonnerre. Le Burkina était touché dans sa chair pour la première fois. Il faut dire que la présence de troupes burkinabè au Mali au sein de la MINUSMA, avec des éléments français et d'autres pays africains pouvait laisser présager ce type de représailles.

Pour les rebelles islamistes, il fallait desserrer l'étoupe et tenter de déstabiliser le Burkina, pour le forcer à rapatrier ses militaires. C'est d'ailleurs ce qui a plus tard été fait par le Burkina qui a rapatriés ses éléments armés de son côté de la frontière malienne.

Le récent attentat de l'Avenue Nkrumah se situe clairement dans cette optique qui consiste à déstabiliser le pays en effrayant les partenaires du Burkina, qu'ils soient économiques, humanitaires ou autres.

Mais un Burkina privé de ses soutiens extérieurs serait affaibli et à la merci d'aventures qui lui seraient préjudiciables, tant sur le plan de la démocratie que du bien être des populations. D'autre part, le Burkina constitue un verrou stratégique qui, s'il venait à sauter, laisserait la voie libre pour les fauteurs de troubles au Sud du pays.

C/ AU PLAN ECONOMIQUE ,

Le Burkina a indubitablement tourné au ralenti pendant environ 15 mois entre le départ de Blaise Compaoré et l'élection de son successeur, avec une période de transition émaillée de tentatives de coups de force et de manifestations violentes. Tout cela a bien sûr nui à la santé économique du pays, il ne faut pas se cacher la vérité, sans toutefois le mettre à genou.

Le retour de l'ordre constitutionnel début 2016 a certes été émaillé de tentatives de déstabilisation terroristes, mais le Président Kaboré a tenu bon et il a réussi à s'assurer le concours financiers des bailleurs financiers internationaux, qu'il s'agisse d'Etats, d'Organisations internationales ou d'investisseurs privés qui ont tous répondu présent. C'est sans doute un lieu commun que de faire un lien entre le sous développement, la pauvreté, l'instabilité politique et le terrorisme, mais c'est ce que les partenaires du Burkina ont pris en considération pour épauler le Burkina. Si l'eau, l'électricité, les soins sont accessibles au plus grand nombre, la partie sera gagnée et les tentatives de contrôle de tout ou partie du pays par les Djihadistes seront vouées à l'échec.

C'est dans cette optique que s'est tenue à Paris en décembre dernier, la Conférence sur le PNDES (Conférence sur le Programme de Développement Economique et Social) , en présence notamment, du Président Kaboré, du Premier ministre Paul KabaThieba, du Ministre de l'Economie et de partenaires comme la Banque Mondiale, le FMI , la Banque Africaine de Développement, la Banque Islamique de Développement, l'Union Européenne et bien d'autres.

Les fonds susceptibles d'alimenter le plan « **BURKINA 2025** » devraient s'élever à 12 milliards d'Euros pour les bailleurs institutionnels et 16 milliards d'intentions de financement pour le secteur privé. Le Président Kaboré a d'ailleurs déterminé un plan en trois axes : **Réforme des institutions et modernisation de l'Administration, Développement du capital humain ; dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.**

Des efforts seront aussi demandés aux Burkinabè, puisque le pays financera lui-même 64% de ce plan ambitieux qui pourrait lui permettre d'espérer une croissance de l'ordre de 7.7%.

Grâce à la mobilisation de cette manne financière, les opportunités d'affaires sont nombreuses, que ce soit dans le BTP, le secteur médical, l'éducation, les mines et l'agriculture.

D'ailleurs au niveau de la région PACA et de MONACO, un certain nombre d'entrepreneurs qui ont participé avec moi à la Conférence des bailleurs de fonds de décembre ont multiplié les missions au Burkina et certains ont déjà engrangé des contrats.

Aujourd'hui, la question centrale qui se pose au Burkina est celle d'une course contre la montre entre d'une part le mise en place de réalisations visibles, l'amélioration du bien être des populations et d'autre facteurs l'impact de futures éventuelles tentatives de déstabilisation par des groupes terroristes qui freineraient le rythme des avancées tant attendues par les Burkinabè.

Si, comme nous l'espérons tous, c'est le premier scénario qui l'emporte, le Burkina pourra devenir un hub économique et financier de choix pour toute la région.